

PREFETE DU PAS-DE-CALAIS

PREFECTURE
DIRECTION DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES
BUREAU DES PROCEDURES D'UTILITE PUBLIQUE
ET DE L'ENVIRONNEMENT
SECTION INSTALLATIONS CLASSEES
DPI/ BPUPE/IC-ND-N°2015- 98

INSTALLATIONS CLASSEES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

SOCIETE FINANCIERE ROLAND COUTEAU FINARCO

Communes de PELVES et BOIRY NOTRE DAME

ARRETE DE MISE EN DEMEURE

La Préfète du Pas-de-Calais
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite,

VU le Code de l'Environnement ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du 29 janvier 2015 portant nomination de Mme Fabienne BUCCIO, en qualité de préfète du Pas-de-Calais (hors classe) ;

VU le Plan Local d'Urbanisme de la commune de PELVES ;

VU le Plan Local d'Urbanisme de la commune de BOIRY NOTRE DAME ;

VU le rapport de visite de la Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement, Inspecteur de l'environnement en date du 17 mars 2015 ;

VU la lettre de M. le Directeur régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement en date du 24 mars 2015 informant la SOCIETE FINANCIERE ROLAND COUTEAU FINARCO de la proposition de mise en demeure ;

Considérant que lors de la visite en date du 18/02/2015 l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- présence d'une installation de stockage de déchets inertes ;
- présence d'une installation de stockage de déchets non dangereux ;
- exploitation d'une carrière de craie ;

Considérant la nomenclature des installations classées et notamment les rubriques suivantes :

- 2760-3 : installation de stockage de déchets inertes (soumis à enregistrement) ;
- 2760-2 : installation de stockage de déchets non dangereux (soumis à autorisation) ;
- 2510-1 : exploitation d'une carrière (soumis à autorisation) ;

Considérant que l'installation - dont les activités ont été constatées lors de la visite du 18/02/2015 - relève globalement du régime de l'Autorisation et est exploitée sans ces autorisations nécessaires en application de l'article L. 512-8 du Code de l'Environnement ;

Considérant que les Plans Locaux d'Urbanisme des communes de PELVES et de BOIRY NOTRE DAME classent les parcelles concernées en zones naturelles protégées ;

Considérant qu'aucune activité industrielle n'est autorisée sur ces parcelles ;

Considérant qu'il y a lieu de mettre en demeure la SOCIÉTÉ FINANCIÈRE ROLAND COUTEAU FINARCO de cesser ses activités et de procéder à la remise en état prévue à l'article L.512-6-1 du code de l'environnement;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais ;

ARRETE :

ARTICLE 1er :

La SOCIÉTÉ FINANCIÈRE ROLAND COUTEAU FINARCO, dont le gérant est M. COUTEAU Jérôme demeurant rue Jean Monnet à BREBIÈRES (62117), exploitant une installation de stockage de déchets non dangereux, une installation de déchets inertes, une carrière sur les communes de PELVES (62118) et BOIRY NOTRE DAME (62148), chemin de l'Enfer et sur le site de l'ancienne carrière de PELVES, est mise en demeure de cesser ses activités et de procéder à la remise en état prévue à l'article L.512-6-1 du code de l'environnement.

Les délais pour respecter cette mise en demeure sont les suivants :

-la cessation d'activité doit être effective dans les **trois mois** et l'exploitant fournit dans le même délai un dossier décrivant les mesures prévues au II de l'article R.512-39-1 du code de l'environnement ;

Ces délais courent à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

ARTICLE 2 :

En application également de l'article L. 171-7 du code de l'environnement, les mesures suivantes sont prises à l'encontre de l'exploitant : évacuation des déchets (par exemple : déchets non dangereux) dans des filières agréées dans un délai d'**un mois**.

Ce délai court à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

L'exploitant tiendra à disposition de l'Inspection de l'environnement l'ensemble des documents de suivi.

ARTICLE 3 :

Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles 1 et 2 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, conformément à l'article L. 171-7 du code de l'environnement, les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du même code ; ainsi que la fermeture ou la suppression des installations ou la cessation définitive des travaux.

ARTICLE 4 : DELAI ET VOIE DE RECOURS

En application de l'article R 514-3-1 du Code de l'Environnement :

- la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif,

- le délai de recours est de deux mois, à compter de la notification dudit arrêté, pour le demandeur ou l'exploitant et de un an pour les tiers, à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté.

ARTICLE 5: PUBLICITE

Une copie du présent arrêté est déposée en Mairies de PELVES et BOIRY NOTRE DAME et peut y être consultée.

Cet arrêté sera affiché en Mairies de PELVES et BOIRY NOTRE DAME pendant une durée minimale d'un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins des Maires de ces communes.

ARTICLE 6 : EXECUTION

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais, l'Inspecteur de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SOCIÉTÉ FINANCIÈRE ROLAND COUTEAU FINARCO et dont une copie sera transmise aux maires de PELVES et BOIRY NOTRE DAME.

Arras, le

12 AVR. 2015

Pour la Préfète
le Secrétaire Général

Anne LAUBIES



Copies destinées à :

- SOCIÉTÉ FINANCIÈRE ROLAND COUTEAU FINARCO
- Mairies de PELVES et BOIRY NOTRE DAME
- Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement
Inspecteur de l'Environnement à LILLE
- Dossier
- Chrono
- Affichage